

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date convocation

21/03/2015/01/2015

Date affichage

07/04/2015

**Le deux avril deux mille quinze à vingt heures trente minutes,
les membres du Conseil Municipal dûment convoqués, se sont réunis au lieu
habituel de leurs séances sous la Présidence de Monsieur Ivan Wasylyzyn,
Maire**

Nombre de Conseillers

En exercice : 19

Présents : 13

Votants : 15

Étaient Présents : Mesdames et Messieurs Ivan WASYLYZYN ; Michel FLOURY ; Benoît DEVAUX ; Catherine DONZELLE ; Brigitte POIRIER ; Hubert FREVILLE ; Richard HARDY ; Daniel HUART ; Françoise DEVAUX ; Fabien DELAPLACE ; Christine RIQUART ; Hugues POIRIER et Martine BLESSES.

Absents excusés : Mesdames Sandrine BOUCHERY, Sandrine BOURSON et Monsieur Daniel CHRIST
Madame Béatrice LAMBERT ayant donnée pouvoir à Monsieur Ivan WASYLYZYN, Madame Christine ISSARTEL ayant donné pouvoir à Madame Catherine DONZELLE.

Monsieur Fabien DELAPLACE a été élu secrétaire de séance.

OBJET : REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME - Dixième délibération

Monsieur le Maire expose les raisons qui conduisent la commune à engager la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) : la commune a approuvé son PLU en date du 01/10/2004. Ce document d'urbanisme ne répond plus aujourd'hui aux nouvelles dispositions issues de la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite Loi Grenelle de l'Environnement et issues de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR).

Compte tenu de la nécessité d'apporter des compléments à l'analyse du territoire, d'ajuster le contenu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, de rectifier le volet réglementaire du PLU, une procédure de révision du PLU s'impose.

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 ;

Vu la loi Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003 ;

Vu la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 ;

Vu la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-1 et suivants, R 123-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment l'article L 300-2 ;

Considérant l'opportunité pour la commune d'actualiser son PLU en ce qu'il permet de mieux répondre aux exigences actuelles de l'aménagement du territoire,

Considérant en conséquence la nécessité de fixer de nouveaux objectifs et notamment :

- Définir des objectifs chiffrés en matière de développement démographiques de la commune cohérente avec la capacité des équipements ;
- Veiller à une modération de la consommation des espaces agricoles ou naturels ;
- Rendre compatible les dispositions du PLU avec le SCOT élaboré à l'échelle intercommunale ;
- Mieux appréhender les sensibilités environnementales dans l'usage du sol à définir ;
- Veiller à une évolution adaptée des paysages naturels ;
- Tenir compte du patrimoine local ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire la révision d'un PLU sur l'ensemble du territoire communal et de fixer les modalités de la concertation avec la population pendant l'élaboration du PLU,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

Le conseil municipal décide :

- 1- de prescrire la révision du plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions de l'article L 123-13 et des articles L 123-6 à L 123-12 du code de l'urbanisme,
- 2- de confier la réalisation des études nécessaires à un bureau d'études privé,
- 3- de soumettre à la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, les études relatives au projet d'élaboration du plan local d'urbanisme, selon les modalités suivantes :

- *Présentation du projet ou information sur le projet ou les études dans le bulletin municipal*
- *Information sur site internet*
- *Permanences d'élus*
- *Bulletin municipal*
- *Dossier d'études mis à la disposition du public à la Mairie*
- *Registre destiné à recueillir les observations des habitants*

4- de donner délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration du plan local d'urbanisme

5- de solliciter de l'Etat et du Conseil Général de l'Oise, l'attribution d'une dotation pour la commune de Grandfresnoy afin de lui permettre de faire face aux dépenses correspondant à l'élaboration du plan local d'urbanisme

6- d'inscrire au budget de l'exercice 2015 chapitre 202 article 20 les crédits destinés au financement des dépenses afférentes

La présente délibération sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Oise, (*Monsieur le sous-préfet de Compiègne ou de Senlis*), M. le Président du Conseil Régional de Picardie, M. le Président du Conseil Général de l'Oise, M ; le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise, M. le Président de la Chambre des Métiers de l'Oise, M. le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Oise, M. le Président du Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'Oise, M. le Président de la Communauté de Communes (*ou du Syndicat Mixte*) du en charge du SCOT.

Conformément aux dispositions des articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme, le Maire, Ivan WASYLYZYN

